

Institut de Droit Breton - Ensavadur Gwir Breizh

RECHERCHES & FORMATIONS Droit breton & Droit international public

CONSTITUTIONS BRETONNES, DOCTRINE DU DROIT

Constitution Bretonne ?



Date : 11 juillet 2020 Author: idbzh © 0 Commentaires
DOCTRINE DU DROIT CONSTITUTIONNEL BRETON

Par Visan Ar Floc'h – Bach

Nombre de caractères : 42990

Durée de lecture : 25 minutes

Durée de lecture orale : 40 minutes

SOMMAIRE

Avant propos

1. Une identité juridique

2. Anticonstitutionnalité des Rois de France en qualité de Ducs de Bretagne

3. La Bretagne est constitutionnellement une Nation d'avant-garde

4. Vers la rédaction d'une nouvelle Constitution bretonne

5. Inventaire du Droit constitutionnel breton

Avant propos

La Bretagne est une Nation séculaire, millénaire, qui prit forme d'un patchwork de petits royaumes plus ou moins fédérés, puis d'un Royaume unitaire, d'une Principauté et d'un Duché, tous juridiquement indépendants sur une période allant de l'arrivée des Bretons en Armorique sous l'antiquité tardive à 1790, soit durant près d'un millénaire et demi ; ce dernier propos tranche avec la segmentation qui a été jusqu'à maintenant considérée et incluant une période « d'autonomie » de 1532 à 1790, et d'une période d'indépendance pleine de 851 à 1488, en passant par quelques périodes fortement troublées par les vues franques.

La Bretagne possède donc naturellement un corpus juridique, allant du droit constitutionnel au droit pénal ou civil.

Nos considérations juridiques modernes ne peuvent pas complètement se manifester dans un passé juridique aussi lointain, bien que cela soit fondateur sur la longueur de temps, depuis l'arrêt des institutions bretonnes suite à la colonisation française, et il convient donc de considérer l'essentiel :

- Qu'est ce qu'intemporellement une Nation ?

- Qu'est ce que l'indépendance juridique d'une Nation ?

Pour répondre à la première question selon la plus simple des définitions : la notion de Nation est constitutive à l'observation d'un Peuple, possédant une langue et des traditions qui lui sont propres, sur un territoire national identifiable. Nous ne parlons pas encore d'autogestion et le Droit international public conforte la reconnaissance des Nations en excluant les capacités nécessaires à se gouverner ; c'est également un fondamental du Droit des peuples à « disposer d'eux-mêmes », malgré les contours flous de cette faible définition des droits en Droit international.

Pour répondre au second questionnement, considérons que ce qui ressemble à l'indépendance idéalisée d'une Nation, n'en reprend pas toutes conceptions en Droit ; l'indépendance juridique réside essentiellement sur des considérations sommaires : un Chef d'État, un Gouvernement, une administration, un corpus juridique, le tout étant propre à ladite Nation et sensiblement distinct juridiquement des autres Nations – même si nombreuses conceptions s'en rapprochent fortement, s'inspirent entre elles et s'expliquent parfois sous un angle commun. La Bretagne répond donc à toutes ces clauses jusqu'à 1790, seule la fonction de Chef d'État a pu être amalgamée à celle du Chef d'État voisin, entre 1532 et 1790, par le cumul des Couronnes. Pour confirmer ce propos, on considère que la Navarre reste indépendante bien que le Roi de Navarre soit également le Roi de France, comme on considère Andorre aujourd'hui toujours indépendante bien que le Président de la République française en soit le co-Prince.

Considérons, que la Bretagne ne subira pas durant la période Renaissance d'un quelconque démembrement étatique suffisant ni d'un remplacement par des institutions décentralisées depuis Versailles ; ce sont bien des États et des Lois ancestrales qui se poursuivent tant bien que mal en Bretagne jusqu'à l'annexion républicaine totale du territoire.

Entendant les nuances de l'analyse juridique face aux élucubrations de mouvements politiques de toutes obédiences, qui tirent à leur avantage idéologique l'usage de termes opportuns et de conceptions du passé breton, nous nous intéresserons donc, non pas à nous inscrire dans l'étude de l'histoire du Droit en qualité de matière sous-catégorielle, mais véritablement dans l'étude purement juridique du Droit breton, notamment sous l'angle constitutionnel. Tant l'écrasante majorité des historiens Français comme Bretons ne sont aucunement Juristes, les Juristes bretons n'entendent en principe complaire à des idéologiques fomentées au sein des facultés d'Histoire françaises par quelques nostalgiques de la guerre froide ou autre période politiquement riche en concepts ravageurs.

Le présent exercice doctrinal est le fruit d'une décennie de recherches, au bas mot, fortement nourri d'une implication militante au sein des milieux légalistes et institutionnalistes bretons, et fait suite et renfort à l'expression d'analyses d'ores et déjà publiées à propos. Il est dans l'air du temps et en même temps vieil idéal de reconstituer les États de Bretagne, tendant vers l'indépendance, exorcisant les reculs successifs des mouvements politiques bretons qui n'ont pu obtenir aucune avancée en ce qui concerne le rétablissement – dans un cadre français – des frontières bretonnes historiques, aucune autonomie, aucun moyen véritable de sauver son âme (langues et cultures) – soit aucune considération, ce malgré les plébiscites.

En 2016, les élections du Parlement général de Bretagne, renaissant et rétabli, ont porté le désir de renouveler la Constitution bretonne. Dans ce cadre de renaissance de nos anciennes et accoutumées institutions, la question constitutionnelle apparaît incontournable, et nombreux Bretons reprennent espoir de faire retrouver à la Bretagne son éclat, sa fierté, ses Libertés et par définition des Droits.

La présente Doctrine juridique entend imposer ainsi d'accomplir un peu plus les volontés renaissantes du Peuple Breton qui se réveille lentement mais sûrement.

1. Une identité juridique

Le Droit Breton historique, contient nombre de références constitutionnalistes, usages et coutumes qui se sont vus utilisés en véritables traditions constitutionnelles. Obstant, le Droit Breton ne contient pas une Constitution écrite dans un format dont les formes modernes comme les formes des Constitutions d'États en Droit romain nous ont habitué après guerre, et pour cause.

Le corpus juridique breton ne s'inscrivant aucunement dans la considération du Droit civiliste romain – bien qu'il en tire quelques maigres et éparses principes, devenus partout et depuis des principes internationaux et quasi universels -, s'articule autour de plusieurs sources du Droit sans hiérarchie théorique (la Bretagne brille surtout par son pragmatisme et son désir de rendre une Justice qualitative), qui comprennent donc des réglementations que l'on puisse étudier sous un angle Constitutionnel : Assises, Constitutions de Parlement, Franchises, Coutumes générales, Coutumes particulières, Ordonnances, Règlements, sans oublier l'abondance des *Cas des Lois* (jurisprudence) qui représentent près de 90% des sources du Droit breton.

Les méthodes les plus basiques du Droit comparé, nous feront vite penser à rapprocher le Droit breton avec le Droit britannique, pour ne pas oser dire qu'ils soient parfaitement similaires – des différences notables existent pourtant.

L'éminent juriste breton et américain Marcel Planiol identifie les premières traces d'une identité juridique bretonne fin du XIX^{ème} siècle, lors d'études détaillées des sources juridiques bretonnes, qu'il rassemblera pour la compilation et le commentaire des Très Anciennes Coutumes de Bretagne ; Planiol compare la complexité du Droit Constitutionnel de la Grande Bretagne avec le Droit Constitutionnel du Duché de Bretagne, du moins il y voit un exceptionnel rapprochement. Les symboles de cette similitude sont l'écrasante importance de la Jurisprudence et l'influence commune des Coutumes angevines et normandes sur le substrat britto-celtique.

Ce fonctionnement juridique, dit « système juridique », repose sur les réformes opérées en Bretagne au XII^{ème} siècle par Henri II de Plantagenêt, Duc régent de Bretagne pour le compte de son fils Geoffroy II alors mineur, Roi d'Angleterre et qui n'est autre que le père fondateur de la Common Law, le système juridique britannique historique et sensiblement identique au système juridique breton : Henri II instaure préalablement son système juridique en Bretagne puis l'imposera très vite à l'Angleterre face au succès de l'opération armoricaine confiée au Sénéchal de Bretagne Rolland de Dinan. Le système juridique dit de *Common Law* perdure en Grande Bretagne de nos jours ainsi que dans l'ensemble des Nations de l'ex-Empire Britannique (USA, Australie, Canada, Afrique du Sud, Inde, Hong-Kong, Antilles et comptoirs britanniques etc) alors qu'il ne perdurera en Bretagne que jusqu'à la Révolution française accouchant de la Première République française, basée sur le Droit civiliste romain voulu par Jean-Jacques Rousseau, un peu plus de 13 siècles après l'écroulement de l'Empire romain sans avoir pu être franchement observé. Le Duché de Bretagne est alors annexé manu militari contre l'avis et l'autorité des États de Bretagne pour en décider : la Bretagne est pleinement occupée, illégalement, et se voit imposée d'un système juridique étranger, civilisationnellement dépassé et très contraignant, par l'intervention criminelle de la France, qui se ressent jusqu'à nos jours.

Considérons que le Peuple breton souhaite se réapproprier son histoire, ce qu'il tente timidement et graduellement de faire au cours des douze dernières décennies ; la reconquête du Savoir juridique breton devient incontournable et nous ne pouvons plus nous satisfaire d'une vague considération intellectuelle, sinon d'une simple reconnaissance d'avoir pu exister dans l'histoire, lointainement et d'un tout bien révolu. De plus, le folklorisme culturel ambiant, autorisé et subventionné, étant loin d'être l'expression culturelle tout-court, constitue en substance autant une injure à l'intelligence des Bretons qu'une violation des Droits internationaux fondamentaux. Les Bretons étant historiquement portés par des liens internationaux, nous pouvons commencer à penser que le Droit breton transpire sur sa longueur historique d'une parfaite objection à ce qui fut les cruautés commises et inspirées par la France.

L'étude du Droit breton permet la décolonisation progressive.

Affirmons : le Droit Breton possède sa propre identité. L'appartenance, devant tant de similitudes, du système juridique breton, est bel et bien à la famille des systèmes juridiques de « Common Law » et oserons nous « d'équité », qui connaît de vastes variations parmi ses membres dont la Bretagne ne peut avoir honte des quelques siennes.

Nous relisons il y a peu, un article de Louis Melennec, Docteur en Médecine, en Droit et diplômé supérieur en Histoire, publié sous le titre « Quelle Constitution pour la Bretagne ? » sur le site internet de l'Agence Bretagne Presse le 26 Janvier 2009, qui illustre parfaitement tant la nature coloniale du territoire breton, tant le perfectionnement et le modernisme du Droit Breton dès le moyen âge, ainsi que l'appartenance identitaire de son système juridique ; l'extrait suivant fondera par la suite de publication la volonté d'une Doctrine moderne à propos du Droit constitutionnel breton :

« Qui sait que la Bretagne a eu, à l'instar de la Grande Bretagne actuelle [*Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord*], des coutumes constitutionnelles perfectionnées, qui sont l'équivalent d'une authentique Constitution non écrite ? Tous les historiens cités plus haut, assurément. Le plus brillant d'entre eux : Marcel Planiol, qui, il y a plus d'un siècle, en a fait la théorie, d'une manière parfaite. »

Nous fûmes déjà en date de parution de cet article, marqués par ces mots forts : la Constitution bretonne – si l'on peut la dénommer ainsi au singulier dans un français compréhensible par tous – pouvait exister en tant que conception palpable auprès de tous les Bretons ! Tous ceux du moins qui n'auraient pas été envoyés dans de rares cours de facultés de Droit où l'on puisse étudier suffisamment la matière juridique historique du Duché de Bretagne, soit l'écrasante majorité aujourd'hui indéniablement francisée jusque dans ses conceptions de la Nation et de l'État. Nous entrevîmes alors, plutôt qu'un État-Nation, une Nation-État bretonne, qui fut et pourrait redevenir à l'instar du Royaume des Britanniques, mosaïque de peuplades brittoniques dont nous descendons depuis un passé très récent (entre les 1er et 6eme siècles), un petit Duché souverain et doté d'un Droit Constitutionnel depuis toujours ou presque, constitutif à sa propre réalité.

Imaginez-vous être un orphelin dépossédé qui retrouve son acte de naissance !

Nos recherches historiques et juridiques nous ont amené bien en avant sur ce qui n'étaient encore à l'époque que des pistes et angles d'une quête de l'identité juridique bretonne qui paraissait alors se dessiner.

L'analyse francisante ne résisterait pas un milliardième de seconde à l'analyse sous un angle breton, endémique, ressenti aux tripes, sans utiliser d'odieus artifices et menteries.

C'est pourtant la France qui dicte aux Bretons quoi penser d'eux-mêmes ?! Plus maintenant. Faut-il croire, observer et poursuivre...

Une poignée de juristes bretons ont osé délier les cerveaux et les langues : ils se nomment Marcel Planiol, Marie Kerhuel, Louis Melenec et oserons-nous pouvoir ajouter un jour notre nom à cette liste intellectuellement prestigieuse, pour que de nombreux autres confirment nos implacables commentaires. Nous connaissons désormais beaucoup de notre appartenance, de notre identité et des fondamentaux de notre Doctrine juridique, même si beaucoup reste encore à découvrir ; la qualité parfaitement bretonne d'un juriste s'éclaircit de nouveau au clan familial qu'il choisit en officiant en Bretagne : Droit de loi commune et d'équité, ou Droit civiliste romain, en résumé Droit endémique breton ou Droit colonial français. Le choix est clair et désormais posé : demeurer ou devenir un traître, à la solde de la République française, ou un patriote breton ? À *chacun l'âge venu...*

2. Anticonstitutionnalité des Rois de France en qualité de Ducs de Bretagne

Les règles constitutionnelles ne régissent pas uniquement et non forcément les ornements de souveraineté que sont supposément l'usage de la langue ou des langues officielles, la couleur et taille du drapeau national, les principes fondateurs les plus élémentaires de l'État, ou autres grandes causes juridiques que l'on juge fondamentales ailleurs ; les règles constitutionnelles entendent d'abord abonder pour régir les principaux fonctionnement des institutions, leurs rapports entre elles, leurs interactions avec les citoyens, des valeurs de probité de ses fonctionnaires, la portée de son maillage territorial et de ses missions, etc. Ainsi, nous pouvons relever dans le corpus juridique breton un grand nombre de règles répondant parfaitement à des considérations de Droit constitutionnel, selon les principes fondamentaux du Droit. Parmi celles-ci abondent des réglementations relatives à la probité et l'interaction avec autrui du Souverain breton, bien avant l'invention de l'État démocratique par la France des Lumières (sic).

Le brillant Docteur Melenec, cité plus avant, qui devra un jour sérieusement être reconnu *Héro national* breton, a pu préalablement prouver au cours de plusieurs travaux et publications, qu'il n'eût jamais juridiquement quelconque « rattachement » de la Bretagne à la France ; que selon le Droit breton, le Droit français, le Droit international médiéval comme moderne, la France n'avait que provoqué violations du Droit et caducité de ce qu'elle prétendait être des preuves de souveraineté, ayant des répercussions en Droit international moderne. C'est un premier point doctrinal « pivot » pour considérer l'anticonstitutionnalité des Rois de France ayant pris charge de garder la couronne ducal à leur avantage.

Melenec a produit les preuves analytiques au sens du Droit international de la caducité de l'édit de 1532 de Plessis Macet, de la nullité en Droit des Lettres de Vannes, des violations point par point du Traité de Souveraineté de 1498, des considérations de la nature des actes centrés sur la succession des Couronnes et non de l'administration du Pays, celle ci restant inchangée « comme d'accoutumé » ; un immense travail, dans la digne ligne de Planiol, qui suffit à lui seul à déclarer l'indépendance de la Bretagne demain matin ou presque, avec des preuves juridiques solides, irréfutées car irréfutables ; il est désormais avéré, su et ce largement par la diffusion du *Livre Bleu de la Bretagne* que le Duché de Bretagne est juridiquement indépendant en Droit international public.

Nous irons plus loin en suivant la voie tracée par celui que l'on surnomme « le bon Docteur », en argumentant sur la profondeur de la véracité de ce que nous appelons désormais *la Doctrine Melennec* : les Rois de France n'ont rien accompli conformément à leurs Devoirs en tant que prétendus Ducs de Bretagne, ont manqué à tous leurs Devoirs constitutionnels et ont juridiquement frappé leur prétention même de caducité.

Pour s'en persuader, avant de s'en assurer définitivement, reprenons succinctement l'histoire du Duché de Bretagne par un focus sur l'accomplissement constitutionnel des Ducs légitimes : nous observerons que chacun des Ducs suivants Geoffroy II de Bretagne, fils d'Henri II de Plantagenêt, vont tenir à convoquer leur Conseil, leurs États et signer une nouvelle Constitution jusqu'à François II de Bretagne ; à contrario, AUCUN des Rois de France ne satisfera à ce qui consacre l'expression de Conventions Constitutionnelles et de Règlements Constitutionnels très coutumiers d'ancienneté, bien au contraire ils s'efforceront tous de détricoter la Bretagne et ses nobles institutions.

Il serait honnête de considérer qu'en cas de causes graves, certains n'auraient eu le temps et l'opportunité de convenir à leur Devoir Constitutionnel de façon manifeste – comme pour Anne de Bretagne qui aura eu peine et grand ouvrage à remettre un gouvernement et un Parlement général en activité (considérons également les jeux d'influences et de pouvoirs qui sévissent entre Bretagne et France) ; les Rois de France ne feront aucun effort, méritant leur destitution du trône breton selon nos Lois et la Bretagne n'eût justement pas de causes graves durant la période allant de 1532 à 1788 aux moments du couronnement des Rois de France, intronisés « de facto » Ducs de Bretagne sans toujours cérémonie distincte...

Les Rois de France, qui ne sont Ducs de Bretagne uniquement que par courtoisie (frousse des Bretons), manqueront tous sans exception à des Devoirs ducaux que sûrement de fins responsables bretons n'auraient jamais jugé bon d'expliquer à des Souverains qu'ils n'estiment pas légitimes comme Ducs de Bretagne – les Bretons ne vivent cette situation d'amalgame des Couronnes, que comme temporaire et ne cesseront jusqu'à la Révolution de considérer les Rois français comme quelque part de parfaits usurpateurs, ne s'adressant jamais *au Duc* de Bretagne mais toujours *au Roi*, à fortiori de France, la Bretagne restant toujours un Duché distinct, dit plus tard *Province d'État*, la Bretagne n'ayant jamais été intégrée aux Domaines personnels des Rois de France ; on peut considérer là une simple courtoisie envers un souverain illégal, sans aveu de soumission totale... une situation de courbure d'échine sans loyauté dont les Bretons se sont fait tradition depuis lors.

Selon Louis Melennec, le Duc ne gouvernait pas sans ses États, à minima, sinon sans son Conseil et son Gouvernement ; il en résulte ainsi des lois bretonnes fort anciennes, comme l'interdiction pour le Duc de Bretagne de sortir hors des frontières du Duché sans l'autorisation des États de Bretagne, sous peine de destitution radicale (et peut-être cette

règle s'inspire-t-elle également de la Neutralité du Duché régie par le Traité de Guérande de 1381, obligeant un potentiel Duc guerrier et va-t-en-guerre de ne pas pouvoir guerroyer ailleurs).

Un regard historique de la période de spoliation de la Couronne ducale par les Rois de France, ainsi que l'absence remarquable d'aucune votation sur ce sujet des États de Bretagne durant ces temps, devraient nous permettre l'assurance de considérer qu'aucun d'entre les souverains français n'a été légalement Duc de Bretagne, ou du moins ils auraient tous dû être démis de leur fonction suprême. Obstant, il s'agit d'un manquement à l'une des plus importantes règles constitutionnelles bretonnes dont le Souverain doit irrémédiablement s'acquitter sans quoi la succession était reconsidérée.

Dans les systèmes juridiques de Common Law, la notion de propriété privée et de jouissance est fondamentale et très travaillée ; en Bretagne, cette notion détermine même une convention constitutionnelle très importante et parfaitement connue de tous les Bretons : le Duc de Bretagne devait comme n'importe quel quidam faire requête de passage et frapper avant d'entrer dans quelconque demeure, obtenir donc l'assentiment jusqu'au plus petit propriétaire terrien. Inutile de débâter sur la façon dont les Rois de France se sont comportés en Bretagne lors de brèves visites, pour ceux qui s'y sont rendus, comme de même pour savoir si les Ducs se sont toujours et de tous temps véritablement comportés en Gentlemen... la règle étant connue de tous, trouve sûrement ses fondements théoriques dans la mythologie ou des rapports tacites. Il n'est cependant pas aventureux de dire que le comportement général observé des Rois de France aurait suscité de nombreux procès aux États de Bretagne, si seulement nous avions convenu de les considérer comme Ducs de Bretagne légitimes... en tout cas, les preuves manquent pour affirmer qu'un seul jour « le Roi » était alors considéré comme Duc breton autrement que par les français et surtout par les Rois français eux-mêmes !

En 1675, la Bretagne se soulève contre les taxations nouvelles que le Roi voisin Louis XIV de France veut imposer aux Bretons sans l'aval des États de Bretagne – autre Devoir constitutionnel fondamental. Cet événement est appelé la *Révolte des Bonnets Rouges*, prenant des airs de guerre de sécession totale, réprimée dans le sang, d'une violence inouïe qui marquera la Bretagne jusqu'à aujourd'hui. La révolte suffit à expliquer comment la Bretagne était administrée distinctement du Royaume de France ainsi que la poursuite d'une attitude anticonstitutionnelle de la gouvernance française en Bretagne ; le Roi de France souhaite ainsi diriger la Bretagne comme il gouverne la France, contre les lois bretonnes et traités (sic) en vigueur : les Bretons se soulèvent, réclament le respect du Droit et notamment de leurs Droits particuliers, propres et accoutumés. Nous ne qualifions cette révolte armée ni comme une véritable guerre d'indépendance à proprement parler, ni comme une guerre civile ; nous sommes là en présence d'une exception pourtant proche d'une sécession : une guerre d'affirmation des Droits, conception dont héritera la Chouannerie.

Les années passent, la révolution française fait son oeuvre, et la nuit du 4 août 1789 sonne le glas des Privilèges féodaux de France, amalgamant les Libertés bretonnes de libre administration, quelque part d'indépendance, comme un « Privilège »... Libertés qui

deviendront pourtant au XXème siècle parmi les fondamentaux des Droits de l'Homme et de la conceptualisation de la décolonisation.

Le Président de Bretagne, soit le Président du Syndic des États de Bretagne, proclamera son indignation au Roi de France et fera dresser par les États de Bretagne une protestation du vote de la Constituante révolutionnaire. Janvier 1790, les États de Bretagne refusent d'enregistrer tout acte provenant de la France, proclamant de facto l'indépendance bretonne, attitude ferme, réfléchie et décidée, qui sera suivie d'une revanche des républicains, comprenant qu'ils perdraient alors un bout de terrain, et du génocide britto-vendéen.

Entre 1532 et 1790, les États de Bretagne se seront comporté de manière à ce qu'il convient de considérer comme étant la définition moderne d'un État associé, bien que la notion essentielle de **libre** association puisse manquer effroyablement : la définition même de *Liberté* justement.

La République française fera force d'une véritable annexion illégale par la suite, commettant des massacres de masse et un déploiement illégal de ses institutions en Bretagne, faisant disparaître de facto toute institution bretonne et toute application notable du Droit public breton. Le Droit international public est très clair à propos de cette situation, qui dure depuis deux siècles : la Bretagne est juridiquement une Nation indépendante – la France ne jouissant d'aucun Droit ni Titre sur le territoire breton, à fortiori d'aucune preuve contradictoire – et l'existence d'un corpus constitutionnel breton bien plus ancien que la République française, conforte la volonté de rétablir les Droits de la Bretagne, à l'expression palpable et réelle de son autodétermination, agite de fait un principe universel et international de Justice immanente – quel qu'en soit la définition déiste.

Le Royaume de France, puis la première République française, puis le Consulat, puis l'Empire, puis la Restauration, ainsi que les quatre courtes Républiques françaises entrecoupées des trois dernières occupations militaires germaniques (1870-1875, 1914-1918, 1940-1945), se sont chacun inscrits en faux vis-à-vis de la Souveraineté sur la Bretagne : aucun Souverain français n'est légalement Souverain breton, qu'il soit un Roi, un Empereur, un Président ou le concept idéalisé de *Peuple français Souverain*. Selon ce qui est aujourd'hui le Droit international public, seuls les Bretons sont désormais plénipotentiaires pour théoriser les tenants et aboutissants juridiques ayant traits à la Souveraineté de la Bretagne, quels qu'en seront leurs choix exacts futurs.

Gardons en mémoire que la France n'a aucune leçon à nous faire...

3. La Bretagne est constitutionnellement une Nation d'avant-garde

La Bretagne est une très ancienne Monarchie Parlementaire, dont le chef d'État est le Duc de Bretagne, qui intitule ses prédécesseurs « Rois, Princes et Ducs des Pays et Duché de Bretagne », ne règne pas par absolutisme et consulte tant son Conseil, ses États de Bretagne – institution endémique qui prend la forme d'un supra Parlement – et son Gouvernement (Chancellerie de Bretagne), et dès 1425 son Parlement général.

« **Le Duché de Bretagne est un savant mélange de Monarchie, d'Aristocratie – qui prend à l'époque le sens de Chevalerie – et de Démocratie** », écrivait déjà le Sénéchal de Bretagne, Sénéchal de Rennes et Avocat breton Bertrand d'Argentré, au XVIème siècle.

La Bretagne est alors fondamentalement une Monarchie fédéraliste et Parlementaire, proche de la conception actuelle de Monarchie constitutionnelle ; en cela qu'au sein des réglementations constitutionnelles, des notions de Démocratie, de partage des Pouvoirs, d'indépendance des institutions et de la justice, furent vivaces et se sont étoffées durant plusieurs siècles sans jamais provoquer à des déséquilibres notables.

Cet état de faits, à un tel niveau constitutionnel, est pour des époques aussi particulières que les siècles du Moyen-âge, une exceptionnelle démonstration de l'avant-gardisme juridique breton. La puissance maritime et l'entrain guerrier des Bretons n'expliquent nullement à eux seuls la stabilité du système breton, contrairement à ce que certains historiens – qui ne sont pas juristes – laissent supposer.

D'autres détails nous laissent à penser qu'il s'agit là d'une culture profonde qu'avaient les fonctionnaires et puissants bretons, ainsi tournés vers la modernité et un fin travail Constitutionnel progressif :

- La Bretagne exprime sa Souveraineté par des actes, une organisation étatique, diplomatique et militaire, depuis l'arrivée des Bretons en Armorique et n'y démordra pas ;
- Le Roi Nominoë consulte son *Dael*, Conseil et Parlement primitif ;
- Le Roi Alain Barbetorte institue une *fête nationale* le 1er Août ;
- La Bretagne abolit le servage et donc l'esclavage, dès le XIIème siècle ;
- La Bretagne possède un système judiciaire très organisé dès 1160 ;

- La Bretagne possède un acte constitutionnel ancien, l'Assise du Duc Geoffroy, en 1185 – très peu de Nations peuvent fournir un acte juridique aussi ancien ;
- La Bretagne possède, à l'instar de l'Échiquier Normand, déjà au début du XIV^{ème} siècle un supra Parlement national rassemblant les trois ordres ET les composantes étatiques locales : les États de Bretagne ;
- La Bretagne déclare sa Neutralité en Droit international public entre les lignes du Traité de Guérande de 1381, soit deux siècles avant la Confédération helvétique balbutiante, ce qui en fait la Nation la plus anciennement neutre au Monde ;
- La Bretagne consolide son expression constitutionnelle dès 1385 ;
- La Bretagne se dote d'un embryon de Parlement général en 1485 ;
- Anne de Bretagne, Duchesse Souveraine, rétablit les Institutions bretonnes après l'occupation du Duché par Charles VIII, ainsi que l'indépendance de la Bretagne par son contrat de mariage avec le Roi Louis XII de France ;
- Bertrand d'Argentré, juriste breton de loin le plus célèbre, devient le père fondateur du Droit International Privé ;
- La Bretagne va se comporter en État souverain – sans souverain légal – durant plus de deux siècles, de 1532 à 1790, et adoptera en 1675 la représentation des Communes par des roturiers élus et non fonctionnaires aux États de Bretagne, bien avant la France et la Grande Bretagne ;

Ceci n'est qu'une liste simplifiée des Constitutionnalités et réglementations d'avant-garde en Bretagne, on pourrait également citer la Doctrine de Saint Yves, patron de la Justice et des Avocats, qui impose l'assistance publique auprès des justiciables les plus malaisés, la procédure de finport, la capacité de nos Ducs à s'incarner en Grands Juristes, pour la conservation des *Libertés bretonnes*, l'ouverture d'esprit au recrutement d'étrangers au sein même des institutions bretonnes, l'élaboration d'une réponse juridique aux particularités des Marches-frontières avantageuses, l'étonnant usage des Franchises, etc.

Le présent thème pourrait être l'objet de thèses en Histoire du Droit et même d'un ouvrage entier ; la Bretagne n'a pas à rougir de son passé juridique, bien au contraire, cofondant et participant toujours à l'accomplissement des fondamentaux universels du Droit international.

4. Vers la rédaction d'une nouvelle Constitution bretonne

Pour la rédaction d'une nouvelle Constitution bretonne, il convient de bien comprendre comment le système juridique breton ordonne cet accomplissement ; tout d'abord une Constitution en Droit breton n'est pas un acte général comprenant l'intégralité de ce qu'on peut entendre comme étant du Droit constitutionnel : une Constitution *à la mode de Bretagne* réglemente partiellement et très simplement, un sujet général de constitutionnalité. Les Ducs ont pu signer successivement plusieurs Constitutions restant valables après leur mort, et se complétant les unes les autres, sans devoir y revenir ou les abolir à mesure.

En Droit breton, comme en Droit britannique, les Règles constitutionnelles ne sont pas uniquement celles édictées dans les grandes lignes au sein des actes prenant nom de Constitutions, et, l'importance d'us séculiers – sous le patronage des historiens du Droit lorsqu'ils sont bien formés – ainsi que des Coutumes générales, est grande ; nombreuses réglementations plus détaillées et ayant force constitutionnelle se retrouvent au rang de simples coutumes ou d'habitudes prises au cours des siècles dont la Doctrine du Droit va prendre cause (voir Conventions Constitutionnelles et commentaires des Coutumes).

Cette conception peut paraître très floue pour tout juriste ou quidam vivant sous l'autorité du Droit civiliste romain en usage en France, Italie et Espagne ; c'est pourtant parfaitement clair pour plus de 2 milliards d'êtres humains vivant sous l'autorité d'un système juridique de Common Law.

Au delà de la matière constitutionnelle en elle même, il nous faut également interpréter les échelons plénipotentiaires pour arranger, modifier et édicter du Droit Constitutionnel breton : quelles autorités interviennent et dans quelle mesure ?

- Assises, Constitutions et Ordonnances duciales : ces textes législatifs sont sous l'autorité du Duc, qui seing et signe pour validité juridique. L'exercice de ces actes fut toujours à la discrétion de juristes importants, membres des États et du Parlement général, qui ont su en déterminer un style épuré et simplissime, afin essentiellement de ne pas devoir tout rediscuter aux États de Bretagne ;
- Conventions Constitutionnelles : non écrites, usitées de façon coutumière, elles sont relevées par des historiens classiques, des historiens du Droit, via des commentaires

des Coutumes, de la Doctrine juridique et des thèses en Histoire et/ou en Droit. Ces conventions ne concernent généralement que de simples questions de protocole et de procédures exceptionnelles observées, sinon quelques pratiques jugeront nous tous somme toute assez naturelles ;

- Outils institutionnels et constitutionnels éparpillés dans les Coutumes générales de Bretagne : essentiellement, ces règles se modifieront sous impulsion d'usages judiciaires, via les Cas des Lois (jurisprudences), et le réformisme politique d'Avocats, Procureurs et Sénéchaux, mais peuvent en principe être débattues au sein du Parlement général de Bretagne, puis des États de Bretagne ;
- Ordonnances de portée constitutionnelle : il s'agit de véritables *coups de poker* de la part de certaines autorités, tentant par ce biais juridique de faire évoluer le Droit, et qui manifestement forceront les États de Bretagne à se saisir des sujets traités et tranchés en première instance. Certaines ordonnances ont d'ailleurs été définitivement adoptées sans débats inutiles ni seconde lecture, provoquant l'unanimité du pragmatisme institutionnel ;
- Lois générales ou *Parliament Acts* : le Dael (Parlement général de Bretagne) actuel vote des lois générales modernes, dont toutes ou nombreuses clauses peuvent être de portée constitutionnelle. Ces lois nouvelles viennent confirmer les anciennes dispositions, remises au goût et l'application du jour, sont similaires à des Ordonnances de Parlement ;

Une Constitution unique et omnipotente ?

La rédaction d'une Constitution bretonne unique, qui ressemblerait aux Constitutions des États de système de Droit civiliste romain, n'est absolument pas nécessaire et serait une offense à l'identité juridique de la Bretagne. Cependant, la méconnaissance du système juridique breton et de sa grande similarité avec le système juridique britannique, pousse certaines personnalités reconnues à souhaiter accomplir un tel exercice. La Constitution américaine est souvent montrée en exemple, comme la possibilité de rédiger une Constitution unique au sein d'un système de Common Law ; c'est bien sûr là une exception propre à chaque État prenant part à l'exercice, qui ne complaît pas à l'identité juridique bretonne, pour toutes les raisons qui se dégagent des points évoqués plus avant.

Il fut également question lors des trois années du premier mandat parlementaire moderne, de s'inspirer presque uniquement de la Constitution confédérale suisse. C'est d'ailleurs là un abus de langage juridique, la Confédération helvétique étant juridiquement une fédération et non une confédération – même si ce fut le cas jusqu'en 1848. Il est certain que le fédéralisme étatique suisse, les votations d'initiatives

populaires, la neutralité juridique et la répartition des richesses économiques (2nd PIB mondial par habitant) peuvent faire rêver tout citoyen breton qui comparerait la Suisse avec la Bretagne sous autorité française... et qui ferait rêver n'importe quel français d'ailleurs, à raison ! La Constitution fédérale de la Confédération helvétique est elle aussi du Droit civiliste romain, l'exercice de copie en Droit breton risque donc fortement d'être difficile en l'état ; censément notre Pays n'a pas à rougir de son histoire institutionnelle ni à développer un complexe d'infériorité : la Bretagne qui proclama sa Neutralité près de deux siècles avant la Suisse, peut tout à fait construire son propre système démocratique de votations d'initiatives citoyennes, et il apparaît certain que ce qui est toujours convenu d'appeler *féodalité* en Bretagne fut les prémices avancées d'un esprit fédéraliste – conceptualisation reconnue d'après notamment les savants du monde germanique – ; l'intégralité des administrations duciales ayant eut indéniablement un fonctionnement fédéral.

Peut-on survivre sans Constitution ?

Nous croyons, au regard des fondamentaux du Droit international, que l'existence de l'État d'une Nation effective n'est pas constitutive à une Constitution unique, et peut traditionnellement se fonder d'un Droit constitutionnel compilatoire étendu en substance.

Le Royaume Uni fonctionne sans Constitution unique, faisant ainsi *Jurisprudence* (avec le Kazakhstan jusqu'en 1995), et a pu montrer une voie moderne sur ce point. Nonobstant, le *Speaker of Parliament* Sir John Bercow s'est récemment exprimé sur la tendance – restant à démontrer – de la Grande Bretagne à se diriger vers la rédaction d'une Constitution écrite unique ; il y a peu de chance que cela se manifeste néanmoins : l'absence de Constitution unique étant profondément fondatrice de l'identité juridique du Royaume Uni, au même titre que celle de la Bretagne, fondées toutes deux sur le système juridique d'Henri II de Plantagenêt. Il s'agissait circonstanciellement pour Sir Bercow, progressiste de son état, d'une grande provocation dans les débats sur le Brexit, extrapolant sur un renferment britannique, supputant de rejoindre le reste du continent européen par un exercice de complaisance, qui n'a ni fondement ni importance dans le cas britannique ; 99% des fonctionnaires britons n'auront pas porté cas au delà, et bien sûr les médias français en ont presque été jusqu'à instituer de cette intervention une célébration nationale !

Autre considération et non des moindres : une Constitution unique serait du même niveau que les Constitutions préalables, qu'elle fût dirigée, rédigée et approuvée par le vote du Parlement général, des États de Bretagne ou d'une Constituante de *Pères fondateurs* des temps modernes, que son caractère définitif ne serait certain qu'après le seing et la Signature du Duc de Bretagne, en qualité de Chef constitutionnel de l'État breton... La fonction étant vacante, sinon dormante, elle nous empêche d'aller au delà d'une proposition. Il fut émis pour affirmer devoir accomplir un acte supposé d'héroïsme national, pêle-mêle, de remplacer le Duc souverain par un Président-Duc ou Duc-Président, de remplacer le Duc par un Conseil de vieux fous de l'Emsav affublés du qualificatif de *Sages*, de créer une fonction alternative prenant autre dénomination que

celle de Duc – de DVCE en latin, signifiant simplement CHEF – etc. Aucune de ces solutions n'est viable en Droit breton, ni CONSTITUTIONNELLE de surcroît, à fortiori ne seraient envisageables que si nous décidions alors de créer une République bretonne de toute pièce.

Pourquoi persister ?

Notre refus doctrinal de complaire à la rédaction hasardeuse d'une Constitution unique, réside d'une part dans la considération des raisons de stratégie juridique auprès de la Cour internationale de la Haye, car notre Duché est partie légitime aux Traités violés par la France, et d'autre part pour la bonne raison que la Dynastie bretonne, descendante du Roi Nominoë et par conséquent de Riotham, *Rygothamos* en brittonique signifiant *Le plus Grand Roi*, dont les historiens britanniques ont prouvé aujourd'hui qu'il fut le personnage réel ayant inspiré le personnage mythique du Roi Arthur, est constitutionnellement probante à notre représentation nationale. Inventer une République bretonne reviendra à inventer une Nation sans aucun des fondements précédents ; ce serait même nous le pensons idiot de nier nous-mêmes nos Droits immémoriaux par pure complaisance idéologique avec une frange du spectre politique mondial !

Nous voyons donc, que si nos possibilités juridiques internes ne nous autorisent pas vraiment à bâtir un projet de Constitution unique pour la Bretagne, ni partir tambours battants vers une sorte de *République française de Bretagne*, ou de *Confédération Helvétique d'Armorique*, nous ne sommes pour autant pas dépossédés d'innover sur un nombre important et majeur de points de constitutionnalités à partir de notre corpus juridique séculaire existant.

L'exercice du travail constitutionnel breton doit s'effectuer en connaissance de notre réglementation endémique, et non par poussée de moralisme idéologique ni convenance à la francisation, sinon l'eupéisation, des esprits et concepts. Ainsi, nos institutions bretonnes modernes pourront égaler les institutions britanniques sur ce sujet fondamental, et *vivre selon et faire vivre* leurs propres lois.

Nous devons entrer dans le concert des Nations avec notre propre culture, culture juridique comprise, et non essayer de nous déguiser en français ou en suisses.

5. Inventaire du Droit constitutionnel breton

Nous avons tenté pour ce très court chapitre clôturant le présent exercice doctrinal, d'établir une classification simple et de rassembler sinon considérer l'intégralité des Actes considérés comme constitutionnels par d'éminents juristes bretons ayant par le passé

identifié tels ces actes ; nous y ajouterons toutes les réglementations d'une portée constitutionnelle indéniable :

Assises

Constitutions

Conventions Constitutionnelles

Ordonnances irrégulières

Règlements constitutionnels

Outils institutionnels au sein des Coutumes

Loi de Conformité Constitutionnelle du Parlement général de Bretagne

L'expression Constitutionnelle bretonne étant éparse et très imprégnée de généralités, l'exercice du Droit Constitutionnel breton doit ainsi s'inclure au sein même de l'exercice courant de l'ensemble des normes du Droit breton : nous verrons ainsi le Conseil en Parlement, les divers services juridiques de la Chancellerie, jusqu'à la sensibilité de membres éminents de la Haute Court incarnée par la Sénéchaussée de Bretagne, exercer à minima un rôle de conseillers juridiques en Droit Constitutionnel et à maxima de véritables médiateurs sinon autorités compétentes pour l'application immédiate des constitutionnalités bretonnes. D'un naturel structurel, fondant irrémédiablement l'identité juridique du fonctionnariat breton historique et en celui en devenir.

Cette formidable intelligence juridique ne sort pas de nulle part, ne s'est pas considérée à partir du hasard : la Bretagne, n'étant pas qu'une Nation de guerriers vaillants, est aussi séculairement une Nation de Juristes.



Publié par idbzh

Voir tous les articles par idbzh

© 2024 INSTITUT DE DROIT BRETON - ENSAVADUR GWIR BREIZH

CRÉEZ UN SITE WEB OU UN BLOG GRATUITEMENT SUR WORDPRESS.COM.